



Néolibéralisme: la lente mort de la démocratie

Par [Ambroise de Rancourt](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2019

[Vu du Droit](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Alors que l'attentat ayant visé deux mosquées à Christchurch et causé la mort d'une cinquantaine d'innocents, donne lieu à un débat renouvelé sur le communautarisme, il devient de plus en plus manifeste que la question qui sous-tend absolument tous les débats politiques de premier ordre aujourd'hui, est celle de la capacité des systèmes d'organisation, voire des idéologies, à se réguler, ou à être encadrés par le politique.

La tragique illusion du réformisme

Cela vaut concernant le néo-libéralisme, que trois ou quatre sociaux-démocrates croient encore pouvoir *modérer*, ou *encadrer* par des syndicats, voire de petites mesures redistributives ponctuelles, au mépris des évolutions mondiales du phénomène, qui l'ont rendu de plus en plus impossible à réguler depuis des décennies. Or, pour qui observe avec attention l'évolution du phénomène néo-libéral, il devient de plus en plus difficile de prétendre le *réguler*, tant sa dimension transnationale, et donc foncièrement en rupture avec la notion même de souveraineté étatique, échappe de plus en plus aux tentatives nationales d'encadrement. Les premiers à l'avoir compris sont sans doute les Etats-Unis qui, depuis maintenant plus de quarante ans, ont doté le droit américain, par l'entremise de leur monnaie - mais pas seulement - d'une portée extraterritoriale.

Le raisonnement s'applique également au débat sur l'Union européenne, dont certains croient pouvoir faire une *Europe sociale*, une *Europe qui protège*, une *Europe des nations*, alors même que le processus européen en lui-même est, depuis plus de trente ans - et même plus, mais c'est un autre sujet -, un projet de libéralisation économique. L'Acte unique, mais également l'euro, ont été avant tout des outils d'homogénéisation des Etats et de leurs économies respectives, entre eux, mais aussi vis-à-vis du monde extérieur ; vouloir transformer l'édifice actuel pour en faire un rempart contre la folie du monde, relève probablement autant du bon sens qu'un projet de centrale à charbon n'émettant pas de gaz à effet de serre.

De même, s'agissant du débat sur la communautarisation de la société, que certains croient pouvoir *canaliser*, *tempérer*, en donnant de petits gages à telle ou telle clientèle. Evidemment, les débats récurrents sur le hijab, mais également sur les normes alimentaires, placent l'islam au premier rang des préoccupations sur ce sujet. Ce qui n'est en rien « islamophobe » ou autre qualificatif sympathique : le phénomène est on ne peut plus naturel, à partir du moment où il s'agit d'une idéologie volontiers prescriptrice de comportements - ce que n'est plus, n'en déplaise aux intégristes eux-mêmes, ou à ses pourfendeurs pavloviens, le traditionalisme catholique, devenu aussi minoritaire qu'incapable, en conséquence, d'édicter des normes.

Autre exemple : le débat sur l'intelligence artificielle et sur la bioéthique, qui nous montre chaque jour une confrontation de plus en plus inévitable entre les partisans d'un progressisme ivre de son propre reflet dans le miroir, et ceux qui tentent de nous avertir de l'irréversibilité absolue du progressisme technoscientifique, lorsqu'il est porté à incandescence, comme il l'est aujourd'hui - les deux causes de cette incandescence étant, d'une part, la soif illimitée de puissance de l'individu-roi, et d'autre part, le potentiel mercantile colossal ouvert par cet appétit inextinguible. Jacques Testart, bien sûr, mais aussi et surtout [Olivier Rey](#), sont les deux grands penseurs contemporains de ce scepticisme face à la technique. Dans le champ de la bioéthique, nous sommes en effet passés, en un laps de temps très court, de la question de savoir s'il était acceptable, en soi, de manipuler le génome humain, à celle consistant à se demander lesquelles de ces manipulations étaient pertinentes, souhaitables, justifiées.

Le capitalisme indépassable ?

Tout aussi pertinente est cette grille de lecture, cette fois au sujet du capitalisme, sous sa forme mondialisée, qui montre de plus en plus sa formidable vocation à devenir un système politique en soi, et non un simple colocataire paisible des institutions démocratiques, comme on aurait pu naïvement le croire après 1945. Un système où toute mutualisation, où toute forme d'organisation collective autre que le contrat liant deux personnes juridiques, doit progressivement être exclu, parfois avec douceur, et parfois - de plus en plus souvent - par l'autorité ou par la violence. Une dérive autoritaire du capitalisme, elle-même justifiée par le fait qu' « *il [le capitalisme] aurait sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté* ». Argument d'autorité rencontré des centaines de fois, et qui m'a souvent donné l'occasion d'avoir des discussions très intéressantes avec ceux qui y souscrivent - ce qui n'est en rien mon cas. Sans doute le capitalisme, par l'importance notable qu'il accorde à la propriété privée, a-t-il permis l'avènement plus rapide, par exemple, d'une importante batterie d'innovations, et sans doute n'est-ce pas là son seul accomplissement ; mais il restera difficile, pour l'éternité, d'établir un lien univoque de cause à effet entre son déploiement mondial, et la réduction de la pauvreté ou de la précarité sanitaire dans laquelle vivent des pans entiers de l'humanité. La démocratisation, mais aussi l'hyperabondance chronique de matières premières à laquelle notre espèce s'est habituée depuis plusieurs décennies, possèdent sans doute, à bien y réfléchir, des vertus comparables, sinon supérieures. Et, partant, une responsabilité tout aussi importante dans l'amélioration du sort humain.

Mais toutes les idéologies totalisantes dont nous avons parlé, c'est bien là le problème, ont un point commun, et de taille : leurs effets pervers se diffusent comme un poison lent, de façon insidieuse. Que l'on parle des mutations du capitalisme, du communautarisme, de la bioéthique, ce ne sont que des signaux faibles, désespérément tenus, qui semblent nous avertir des désastres qu'ils portent en germe. D'où d'interminables discussions avec ceux qui ne voient qu'à un horizon relativement court, et ceux qui tentent d'imaginer les évolutions de très long terme. Ces derniers jours encore, nous faisons face à un cas d'école de duel - perdu d'avance pour les seconds - entre progressistes et technosceptiques, avec le déploiement demain généralisé des réseaux de 5G : là où les premiers voient une formidable occasion de rendre le fonctionnement de nos sociétés et de nos économies plus rapide, plus fluide, plus profitable, les seconds aperçoivent déjà les prémices cauchemardesques d'un monde où la surveillance généralisée de tout ce qui bouge et respire sur cette planète, déjà bien avancée, deviendra la norme, et même au-delà de la norme, la nature même.

Revenons à notre exemple premier, celui du capitalisme. Admettons qu'il ait sans doute contribué, c'est indéniable, à sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté, ou en tout cas de la condition rurale - ce qui est très différent, mais c'est un autre sujet. A l'instant où nous parlons, son bilan coût/avantages est très probablement positif. Qu'en sera-t-il si dans quelques décennies, il s'est transformé en outil de destruction indistincte et continue, quoique très progressive, de toutes les institutions politiques lui faisant concurrence, et de l'environnement ? Je doute qu'en 2060, pour une foule de raisons, le bilan du capitalisme nous paraisse aussi favorable qu'aujourd'hui - où son image est déjà, pour partie, dégradée. Cette question fait d'ailleurs aujourd'hui l'objet d'une querelle souvent très vive, entre théoriciens de « l'effondrement », comme le prophète très *New Age* Pablo Servigne, pour citer l'un des plus connus, et défenseurs acharnés du Progrès et avec lui, de la capacité de l'humanité à se tirer de tous les mauvais pas - prenons, par exemple l'ineffable Gaspard Koenig.

En définitive, on peut être surpris par la façon dont les partisans de tel système d'organisation politico-économique, ou de telle idéologie, choisissent, parfois délibérément, parfois inconsciemment, de refuser d'envisager les mutations monstrueuses que « leur » système contient en puissance. Aucun système, aucune idéologie, n'est indépassable. Le fait même de prétendre à sa propre *indépassabilité* est, au contraire, le signe que ce système, cette idéologie, commencent à être prédateurs et dangereux. Et c'est bien là que nos sociétés se trouvent, à mon avis, à un carrefour stratégique majeur.

Le TINA de Macron : « vous n'avez pas le choix ! »

Prenons un exemple très concret, à taille humaine, d'affirmation autoritaire du progressisme en tant que voie unique et vouée à s'imposer - si besoin par la contrainte : le « *Vous n'avez pas le choix* » martelé par le dernier clip de campagne de La République en marche, pour les Européennes. Imaginait-on, il y a encore vingt ans, qu'un régime démocratique pourrait un jour expliquer à ses citoyens qu'il n'avait « *pas le choix* » dans son vote ? Imaginait-on, pour prendre un autre exemple, qu'un jour des livres aussi abjects que ceux de Yuval Noah Harari nous prédiraient, dans un grand éclat de rire, un techno-progressisme divisant autoritairement la société entre « *Dieux* », c'est-à-dire, détenteurs de savoirs techniques possédant une forte utilité économique et donc, non remplaçables par des machines, et « *inutiles* », c'est-à-dire remplaçables par des machines, et non essentiels à la poursuite infinie du Progrès ? Et pourtant, nous y sommes.

Nos sociétés contemporaines sont le lieu d'une cohabitation hautement explosive entre des idéologies foncièrement totalisantes (néo-libéralisme, transhumanisme, islamisme...), d'une part, et des individus foncièrement incapables de penser les dangers de ces idéologies, occupés qu'ils sont à admirer leurs propres particularismes individuels ou communautaires, d'autre part.

C'est cette cohabitation qui explique que nous assistions à une multiplication de ce que l'on pourrait appeler les *idéologies prescriptrices*. Une constellation de petits systèmes normatifs parcellaires, parvenant à agglomérer autour d'eux, comme des aimants d'un type nouveau, des communautés humaines plus ou moins importantes - communautés devenues incapables de se reconnaître dans un système normatif épousant imparfaitement leurs propres aspirations, et donc, logiquement, de se soumettre à lui. Si j'ai évoqué à plusieurs reprises l'idéologie islamiste, c'est parce qu'elle offre un exemple parfait de renouvellement de ces instruments de contrôle et d'encadrement de tous les actes de la vie humaine, pour qui se donne la peine de l'étudier dans le détail.

Le dilemme se posant à nous, et à nos descendants, est donc le suivant : combien de temps pourrons-nous faire cohabiter le progressisme scientifico-économique, en tant qu'idéologie par essence infinie, avec l'objectif, jusqu'ici prioritaire, d'augmentation du niveau de dignité que nous accordons à l'espèce humaine ? La société dont a accouché le capitalisme mondialisé - il l'est, certes, par essence, nous disait Marx - pourra-t-elle longtemps faire cohabiter l'idéal démocratique de gouvernement par la majorité avec les individus profondément inaptes au compromis qu'elle a largement contribué à générer ?

Tout porte à croire que l'équation est insoluble, en l'état. Un jour se posera certainement la question du choix entre primat démocratique - *c'est ce que veut la majorité qui, en tant que tel, est bon et souhaitable* - et primat scientifico-économique - *c'est ce qui contribue à la fluidification des relations économiques et à l'augmentation de notre contrôle technique sur le monde qui, en tant que tel, est bon et souhaitable*. Tocqueville voyait la démocratie comme un mode d'organisation foncièrement égalitariste. Marx voyait dans le capitalisme un phénomène produisant inexorablement des mécanismes de concentration du capital entre des mains de moins en moins nombreuses. Depuis trente ans c'est le primat du fait économique sur le fait démocratique qui est devenu la pierre de touche guidant l'action de la plupart des gouvernements.

Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment une telle dépossession, dès lors que ce choix aura révélé, de crise en crise, ses vices cachés.

Ambroise de Rancourt

La source originale de cet article est [Vu du Droit](#)
Copyright © [Ambroise de Rancourt](#), [Vu du Droit](#), 2019

Articles Par : [Ambroise de Rancourt](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca